

POUVOIR ADJUDICATEUR
(Organisme contractant)

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAL D'OISE

(Organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ORGANISME

ADRESSE DU SIEGE :

Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
13 boulevard de l'Oise
95000 CERGY

ADRESSE POSTALE :

Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
TSA 66922
95018 CERGY-PONTOISE CEDEX

OBJET DU MARCHÉ

**MARCHE DE TRAVAUX DE CLOISON ET FAUX PLAFONDS RELATIF A L'ENTRETIEN, LA
MAINTENANCE ET LA REPARATION DES BATIMENTS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
DU VAL D'OISE**

MAPA N° 191/2025 – Marché publics de travaux

Code nomenclature française :

50700000- 2 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Code CPV :

5421152-4 – Installation de cloisons
44112310-4 – Cloisons

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

06 OCTOBRE 2025 A 11 H 00 - TERME DE RIGUEUR

Aucune transmission de plis par voie papier n'est autorisée pour cette consultation. La Caf du Val d'Oise impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 – DIPOSITIONS GENERALES	4
2.1 – Objet du marché	4
2.2 – Procédure, forme et allotissement du marché	4
2.2.1 – Procédure	4
2.2.2 - Allotissement	4
2.2.3- Forme de marché	5
2.3 – Durée du marché	5
2.4 – Ordres de priorité des pièces contractuelles	5
ARTICLE 3 – VARIANTE.....	6
ARTICLE 4 - PRIX	6
4.1 – Dispositions générales	6
4.2 - Révision des prix	7
4.2.1 – Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision	7
4.2.2 - Gestion des arrondis	8
4.3 – Modification au contrat (Article R2194-1 du Code de la commande publique)	8
ARTICLE 5 : FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	8
5.1 - Le devis.....	8
5.1.1 La demande de devis	8
5.1.2 Le devis lui-même	9
5.1.3 La vérification des devis.....	9
5.2 - Le bon de commande ou l'ordre de service	10
5.3 Cas particulier des interventions à réaliser en urgence	11
ARTICLE 6 – REGLEMENT DES COMPTES.....	11
6.1 - Présentations des demandes de règlement	11
6.2 - Délai maximum de paiement.....	12
6.3 - Avance	12
6.4 - Cession et nantissement.....	13
6.5 - Sous-Traitance	13
6.6- Cotraitance	14
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	14
7.1 - Emplacement et phasage des travaux	14
7.1.1 Emplacement des travaux.....	14
7.1.2 Le phasage des travaux	14
7.2 – Intervenant à l'accord-cadre.....	14
ARTICLE 8 - DELAIS D'EXECUTION.....	15
8.1- Date d'exécution	15
8.2 - Modification du délai d'exécution.....	15
ARTICLE 9 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	16
9.1 – Mesures d'ordre social.....	16
9.2 – Mesures particulières d'hygiène et de sécurité	16
9.3 – Présence dans les locaux	16
ARTICLE 10– CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 11 – AUGMENTATION DES TRAVAUX.....	17

ARTICLE 12 - ACHEVEMENT DU CHANTIER.....	17
12.1 – Réception des travaux	17
12.2 – Vérification	17
12.3 – Rejet des prestations	18
ARTICLE -13 REFACTION	18
ARTICLE – 14 LES GARANTIES.....	18
ARTICLE 15 – CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE.....	18
ARTICLE 16 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
16.1 – Obligations du pouvoir adjudicateur	18
16.2 – Obligations générales du titulaire	19
16.3 – Obligations relatives à l'équipe dédiée à l'exécution du marché.....	19
16.4 – Obligation de confidentialité et protection des données	19
16.5 – Obligation de résultat.....	20
16.6- Assurances	20
16.7- Modifications statutaires	20
16.8 Documents à fournir au stade d'exécution du marché	21
ARTICLE 17 – PENALITES	21
ARTICLE 18 – REDRESSEMENT – LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	22
ARTICLE 19 – RESILIATION	22
ARTICLE 20 – REGLEMENTS DES LITIGES.....	22
ANNEXE 1 : DÉSIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR UNIQUE	24

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise désignée dans le présent cahier des charges par l'expression "**la Caf du Val d'Oise ou l'acheteur**".

Siège social :

Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
13 boulevard de l'Oise
95000 CERGY

Adresse postale :

Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
TSA 66922
95018 CERGY PONTOISE CEDEX

Il s'agit d'un organisme de droit privé soumis aux dispositions du Code de la commande publique, de l'article L124-4 du Code de la Sécurité Sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché est Madame la Directrice Générale de la Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise.

Le Comptable assignataire est Monsieur le Directeur comptable et financier de la Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise.

- D'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée par l'expression "**le titulaire**".

ARTICLE 2 – DIPOSITIONS GENERALES

2.1 – Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet les travaux de plafonds et cloisons relatifs à la maintenance des locaux de la Caf du Val d'Oise, cet accord-cadre a été relancé suite à l'épuisement de son solde.

2.2 – Procédure, forme et allotissement du marché

2.2.1 – Procédure

Conformément aux articles R2123-1-1, du Code de la commande publique la présente consultation est effectuée en procédure adaptée.

Par ailleurs, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement des marchés des Organismes de Sécurité Sociale (publié au JO n° 0171 du 27 juillet 2018) s'applique au présent marché.

2.2.2 - Allotissement

Il s'agit d'une relance du lot relatif aux cloisons et plafonds objet du marché relatif aux travaux d'entretien, de maintenance et de réparation des bâtiments de la caisse d'allocations familiales du Val d'Oise.

De ce fait et Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer le marché en raison des difficultés d'exécution engendrées par un allotissement.

2.2.3- Forme de marché

Le rythme et l'étendue des besoins à satisfaire ne pouvant être entièrement définis et arrêtés au stade de la mise en concurrence, le Maître d'Ouvrage a décidé de recourir à un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, et ce conformément aux dispositions de l'article R 2162-2 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre ne fait l'objet d'aucun minimum mais d'un maximum de 200 000 € HT.

2.3 – Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de la notification du marché et prendra fin à l'expiration du marché « Entretien des bâtiments » en cours, à savoir le 02 avril 2027.

2.4 - Ordres de priorité des pièces contractuelles

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés par ordre de priorité ci-dessous, et par dérogation au CCAG-TRAVAUX :

- L'Attri1 valant acte d'engagement (n°191/95/2025) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU n°191/95/2025) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP n°191/95/2025) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n°191/95/2025) ;
- Les bons de commande et leurs annexes au fur et à mesure de leur notification ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les clauses de réexamen ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-travaux) applicable aux prestations de travaux, objet du marché ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG).

Outre les pièces particulières précitées, le titulaire est tenu de respecter la réglementation applicable, il se soumet aux règles professionnelles et déontologiques applicables aux prestations du présent marché mentionnées ci-après et à toute nouvelle norme qui viendrait les compléter ou les modifier et notamment les textes suivants :

- Le Code de la commande publique ;
- Le Code du travail ;
- La loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (RGPD) ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le Titulaire (exemples : conditions générales de vente du Titulaire, tarifs, documentation), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite et de facto inopposable à la Caf du Val-d'Oise.

Par dérogation à l'article 1er du CCAG Travaux, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG Travaux.

ARTICLE 3 – VARIANTE

Aucune variante n'est autorisée.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 – Dispositions générales

Le titulaire s'engage sur les prix en euros hors taxes, inscrits dans le BPU n°191/95/2025.

Les prestations, objet du présent marché public, sont traitées à prix unitaires (sur la base du BPU complété par le soumissionnaire). Ils resteront fermes pendant la première année d'exécution.

Ces prix pourront être ensuite révisés au terme de la première année.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier font partie intégrante des aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix. Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les quantités.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-travaux, les prix du présent accord-cadre sont réputés comprendre outre les frais mentionnés ci-dessous, toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux impôt et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice :

- La totalité des fournitures (sauf fournitures hors BPU), les temps de main d'œuvre, les déplacements sur sites, les prestations diverses nécessaires à la complète exécution des ouvrages selon les règles de l'art de la profession, tous accessoires et sujétions de toute nature, tel qu'il résulte des prescriptions des différents articles du présent CCAP et des dispositions du CCTP ;
- Les frais de déplacement y compris les frais de repas liés au chantier ;
- Pour le personnel, la mise à disposition de l'équipement de protection individuelle « EPI » ;
- Les nettoyages dus en cours et en fin de chantier ;

Prix hors BPU : Ces prix sont utilisés pour rémunérer des prestations non prévues au bordereau des prix unitaires, à la stricte condition que ces prestations entrent dans le champ d'application de l'accord-cadre. Lorsque la nature des prestations ou tout autre fait extérieur aux parties et revêtant un caractère imprévisible impose de recourir à des fournitures ou prestations non listées au bordereau des prix unitaires, les prix de ces prestations seront calculés en appliquant Un pourcentage de rabais par rapport au prix public, ainsi le prestataire devra fournir la référence catalogue en preuve.

N.B : En cas de modification du prix catalogue d'une fourniture hors BPU entre l'établissement du devis et l'établissement de la facture, **la différence en sera supportée par le titulaire** que celle-ci soit en plus-value ou en moins-value.

Ainsi chaque intervention à réaliser sera rémunérée par application :

- des prix unitaires prévus au BPU multipliés par les quantités mises en œuvre ;
- des prix fournitures « hors BPU » auxquels est appliqué pourcentage de rabais prévu au BPU ;
- des taux horaires ou de forfaits de main d'œuvre prévus au BPU multipliés par le nombre d'heure de travail effectuées.

4.2 - Révision des prix

La **révision de prix est à la charge du titulaire.**

Les prix unitaires, taux horaires de main d'œuvre et forfaits d'intervention sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de remise des offres. **Ce mois est appelé " Mois Zéro".**

Les prix unitaires, taux horaires de main d'œuvre et forfaits d'intervention sont fermes le 1er exercice de l'accord-cadre, ils ne feront pas l'objet d'une actualisation lors de sa prise d'effet mais seront révisés annuellement pour les exercices suivants à chaque date anniversaire de la prise d'effet de l'accord cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont révisés pour l'exercice à venir par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \times (BT50/BT50_0)]$$

P₀ : Prix de base du règlement des prestations figurant au Bordereau de Prix Unitaire ;

P : Nouveau prix de règlement des prestations pour la période considérée ;

BT50 : 001710982 - Index du bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 - **Indice correspondant à la date d'anniversaire ;**

BT50₀ : 001710982 - Index du bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 – **indice correspondant au mois de la remise des offres, à savoir octobre 2025 ;**

Le titulaire du marché dispose d'un mois à partir de la publication des indices pour présenter sa révision de prix au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra transmettre son calcul (indiquer les indices retenus, la valeur et le mois) ainsi que la grille tarifaire révisée à la Caf du Val d'Oise à l'adresse suivante : marches@caf95.caf.fr.

L'organisme informera le titulaire de l'acceptation ou non de la révision dans un délai d'un mois suivant la réception de la proposition tarifaire. Le silence de la Caf dans le délai imparti vaudra acceptation.

En cas d'acceptation par la Caf, les nouveaux tarifs prendront effet à compter de la date anniversaire du marché.

Si le prestataire ne propose pas de révision de prix, il sera alors appliqué les tarifs de la précédente période.

Il convient de signaler aux candidats, que l'indice INSEE n'est pas toujours connu à la date de reconduction du marché. Ainsi, la révision des prix pourra intervenir après cette reconduction. Par conséquent, les factures émises entre la date de reconduction tacite et la date de révision des prix réalisées sur la base de l'indice INSEE connu feront l'objet d'une régularisation au prorata temporis par le pouvoir adjudicateur.

Les prix applicables à une commande sont ceux en vigueur au moment de la notification du bon de commande.

NB1 : Les prix des prestations commandées hors bordereau ne feront l'objet d'aucune révision.

4.2.1 – Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices sera utilisée (indice de raccordement), sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision sera remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de manière commune entre la Caf et le titulaire. Ce remplacement d'indice sera acté par voie d'avenant.

4.2.2 - Gestion des arrondis

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, telle que décrite ci-dessus, il est à préciser que les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec trois décimales (arrondie au millième supérieur) après la virgule.

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales après la virgule.

4.3 – Modification au contrat (Article R2194-1 du Code de la commande publique)

La Caf du Val d'Oise se réserve le droit de modifier un ou plusieurs des articles issus du présent contrat en cours d'exécution. Cette modification ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de se substituer audit contrat, ni de bouleverser son économie, ni d'excéder la limite financière de 15% maximum du montant global dudit contrat conformément à l'article R2194-8 du CCP.

Toutefois, lors de sujétions techniques imprévues, rencontrées au cours de l'exécution du présent contrat, c'est-à-dire des obstacles non imputables aux parties et constitutifs de difficultés imprévues et exceptionnelles, la Caf du Val d'Oise pourra rédiger une telle clause d'examen ou une décision de poursuivre

Le titulaire pourrait se substituer par un nouveau titulaire sans avoir utilisé d'établir un avenant, **dans le cadre d'une Restructuration** (transmission, fusion, acquisition, absorption), à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché public, et que l'opérateur économique proposé dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire initial.

A cet effet, il fournit tous les documents administratifs nécessaires à la prise en compte des modifications.

En cas de non-production de ces documents, les factures établies ne seront pas présentées au paiement.

ARTICLE 5 : FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG travaux, les délais cités ci-après sont considérés en jours ouvrés (soit du lundi au vendredi). La description et les spécifications techniques des travaux à réaliser :

- sont exposées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- seront explicitées par le représentant de la Caf lors de sa demande de devis ;
- seront précisées dans les devis établis par le titulaire.

Les travaux à réaliser devront être conformes aux descriptifs constitués par les devis arrêtés et aux bons de commande émis.

5.1 - Le devis

5.1.1 La demande de devis

Les demandes de devis seront formulées par le service immobilier, et seront transmises au titulaire à l'adresse mail fournie par lui à cet effet. Le titulaire, qui s'engage à consulter régulièrement les mails reçus à cette adresse, devra accuser réception de la demande de devis par retour de mail.

En l'absence de cet accusé de réception, c'est la **date d'envoi du mail au titulaire + 2 jours ouvrés** qui sera considérée comme date de réception de la demande de devis par le titulaire.

Chaque demande de devis rappellera les références de l'accord-cadre et précisera :

- l'intitulé de l'intervention projetée ;
- l'emplacement exact des travaux ;
- la date de démarrage et la durée d'intervention souhaitée si elles sont déjà déterminées ;
- le délai imparti pour remettre le devis, étant entendu que le **délai maximum de remise de devis sera de 5 jours (art 4.1 CCTP) ouvrés à partir de la réception de la demande par le titulaire**. Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG-Travaux, seul le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra dans des cas exceptionnels et dûment motivés procéder au report ou à la prolongation de ce délai par ordre de service.

A l'appui de sa demande de devis, le service immobilier de la Caf joindra tout document (descriptif, plan, schéma, ...) qu'il jugera utile pour appréhender au mieux les travaux envisagés, tant en ce qui concerne l'aspect technique qu'en ce qui concerne le chiffrage des travaux et les délais d'exécution à prévoir.

5.1.2 Le devis lui-même

Une fois la demande de devis reçue, le titulaire devra impérativement se rendre sur le lieu mentionné. Il informera le service immobilier de la Caf de la date et/ou de l'heure à laquelle il se rendra sur place. Tout devis est donc réputé avoir été établi après visite du titulaire sur le site.

Le devis devra être présenté selon la trame du BPU, en format PDF et indiquera le détail des prestations nécessaires aux travaux demandés. Les quantités (exprimées en nombres, longueurs, temps, ...) indiquées dans le devis seront celles que le titulaire estime devoir mettre en œuvre pour réaliser son intervention. Le devis sera accompagné de tous les documents (plans, descriptif, types et caractéristiques des matériaux et fournitures, ...) permettant de l'explicitier et devra comporter :

- L'intitulé de l'intervention projetée ;
- L'emplacement exact des travaux ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux avec au minimum la date de démarrage et la durée d'intervention projetées ;
- Le cas échéant le montant des travaux qui seront confiés à un sous-traitant ;
- Le montant total HT, le montant de la TVA et le montant total TTC ;

Ainsi, le montant de l'intervention devra faire apparaître la décomposition suivante dans l'ordre indiqué ci-après :

- Le prix correspondant aux différents prix unitaires d'intervention prévus au BPU ;
- Le prix correspondant aux différents taux horaires de main d'œuvre prévus au BPU, ainsi que les déplacements ;
- Le prix correspondant aux fournitures hors BPU avec application de pourcentage de rabais + justificatifs nécessaires.

Ce devis, daté et signé par le titulaire, sera transmis par mail à (aux) l'adresse(s) indiquée(s) dans la demande de devis.

Tout dépassement dans la remise du devis entraînera une pénalité de retard fixée à l'article 17 ci-après.

5.1.3 La vérification des devis

Dès réception du devis, le service immobilier procède à sa vérification qui portera sur :

- la cohérence du devis par rapport à la demande ;
- les documents éventuels joints par le titulaire et devant permettre de mieux comprendre ses devis ;
- la cohérence des quantités prévues par le titulaire pour les travaux à réaliser ;
- la cohérence des prix figurant dans le devis avec ceux du BPU ;

- l'exactitude des calculs (multiplications et/ou additions) apparaissant dans le devis. Les calculs seront, le cas échéant, rectifiés s'ils se révélaient erronés, étant précisé que le montant global du devis définitif sera alors modifié. Le montant global du devis, avant et après vérification, est réputé être un montant correspondant à l'ensemble des travaux objet de l'intervention.

Dans l'hypothèse où, lors de cette vérification de devis, il apparaîtrait un oubli ou une anomalie, le représentant de la Caf pourra demander au titulaire tout complément d'information jugé nécessaire, tant en ce qui concerne l'aspect technique que l'aspect économique.

Sauf disposition différente dûment mentionnée dans la demande, le titulaire à qui serait demandé un complément d'information concernant un devis, disposera à partir de cette demande d'un délai maximum de **5 jours ouvrés** pour produire ledit complément. Tout dépassement du délai fixé ci-dessus sera sanctionné par la pénalité forfaitaire fixée à l'article 17 ci-après.

5.2 - Le bon de commande ou l'ordre de service

Le bon de commande ou l'ordre de service reprendra toutes les informations du devis validé par les services de la Caf et notamment, le cas échéant, la part des travaux qui sera sous-traitée.

Un bon de commande ou ordre de service pourra, le cas échéant, préciser les spécifications techniques définies par le CCTP, sans que ces précisions ou compléments puissent déroger aux règles de l'art de la profession telles que ces règles sont réputées définies dans les pièces techniques générales.

Chaque bon de commande ou ordre de service sera émis et signé par la Caf puis transmis pour notification au titulaire à l'adresse mail fourni par lui à cet effet. Le titulaire, qui s'engage à consulter régulièrement les mails reçus à cette adresse, devra accuser réception de la notification du bon de commande et de ses éventuelles annexes par retour de mail.

En l'absence de cet accusé de réception, c'est la **date d'envoi du mail au titulaire + 2 jours ouvrés** qui tiendra lieu de date de notification du bon de commande ou de l'ordre de service.

Dans le cas où le bon de commande ou l'ordre de service prévoit un délai d'exécution « à compter de la notification », le délai commence à courir le lendemain de la date de notification.

Les interventions ordonnées par un bon de commande ou ordre de service seront exécutées par le titulaire :

- dans le respect du devis descriptif, estimatif arrêté et délai ;
- dans la limite de la dépense mentionnée dans le bon de commande ;
- selon les prescriptions techniques du CCTP précisées, le cas échéant, par des dispositions prévues dans le bon de commande.

Toute modification en cours d'exécution des prestations sera formalisée par un bon de commande modificatif.

Aucune intervention ne pourra se faire sans qu'un bon de commande signé et établi en bonne et due forme n'ait été préalablement notifié au titulaire. (Sauf procédure d'urgence décrite au 5.3).

Les quantités indiquées dans le devis, seront celles que le titulaire estime devoir mettre en œuvre pour réaliser son intervention. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier les quantités réellement exécutées en se référant au bon d'attachement réalisé conjointement avec le titulaire, afin qu'il puisse apprécier la cohérence entre le devis et l'exécution de la commande. Suite à cette vérification, et en cas d'incohérence flagrante la Caf se réserve le droit de revoir à la baisse (les fournitures, les temps de main d'œuvre et les déplacements) et les adapter aux prestations réellement exécutées.

Dans l'hypothèse où ces pratiques devenaient récurrentes une pénalité au bon vouloir du pouvoir adjudicateur pourrait être appliquée cf. art 17.

5.3 Cas particulier des interventions à réaliser en urgence

Dans le cas particulier de travaux nécessitant une intervention en urgence, toutes les communications ainsi que les validations se feront au moyen de Smartphone (appel téléphonique, SMS, MMS, mail ou application particulière. Si appel téléphonique, SMS ou MMS, il y aura ensuite confirmation par mail).

Le signalement du désordre se fera par le service immobilier de la Caf.

A compter du signalement du désordre le titulaire disposera de 4 heures MAXIMUM pour se rendre sur site, prendre les mesures de mise en sécurité ou mesures conservatoires immédiates qui s'imposent éventuellement.

Si la réparation ne peut être faite sans commander des pièces, le titulaire mettra tout en œuvre pour réaliser les travaux dans les meilleurs délais et fournira à la Caf un devis

ARTICLE 6 – REGLEMENT DES COMPTES

Par dérogation aux articles 10.2 et 12 du CCAG –Travaux, le règlement des comptes de l'accord-cadre s'opèrera par bon de commande et non par acompte mensuel mais dans le cas où le délai d'exécution d'un bon de commande est supérieur à quatre (4) semaines, un acompte mensuel sera dû.

Pour des travaux réalisés en phases, chaque phase pourra faire l'objet d'un acompte distinct. Pour que cette disposition puisse être appliquée, le bon de commande devra indiquer, pour chacune des phases le montant forfaitisé de l'ensemble des travaux la constituant, faute de quoi les travaux ne seraient réglés, en une seule fois, qu'après leur achèvement complet. Les travaux réalisés en phases feront l'objet, après réception des travaux de la dernière phase valant réception de l'ensemble des travaux, d'un projet de décompte " final " faisant ressortir l'ensemble des travaux exécutés.

6.1 - Présentations des demandes de règlement

Après exécution des travaux, le titulaire établira la facture correspondante (projet d'acompte ou de décompte " final ") conformément aux dispositions prévues dans le bon de commande.

Chaque facture sera transmise par le titulaire accompagnée du récapitulatif détaillé en reprenant l'intitulé des postes du BPU, des travaux exécutés selon les quantités du bon de commande étant précisé que, pour les factures relatives à des travaux réglés par acomptes intermédiaires (travaux ayant été réalisés en phases distinctes), chaque facture indiquera les travaux cumulés réalisés à la date d'établissement de la facture présentée. De plus, le titulaire fournira le justificatif des quantités réellement exécutées, afin d'apprécier la cohérence entre le devis et l'exécution de la commande.

Les factures, afférentes au paiement, porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers, le cas échéant ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture ;
- Numéro de l'accord-cadre et numéro du bon de commande concerné ;
- Numéro de l'engagement rappelé sur le bon de commande ;
- Code service rappelé sur le bon de commande ;
- Date de fin d'exécution des travaux ;
- Quantité et dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;

- Si la facture concerne un acompte ou le solde du bon de commande concerné, avec le cas échéant le rappel des précédents acomptes ;
- En cas de sous-traitance il sera également fait mention des factures des sous-traitants ;
- En cas de facture correspondant au solde le PV de réception devra être joint.

Fournitures hors BPU : Les prix des prestations commandées hors bordereau seront, si besoin, justifiés par la production de catalogue avec prix publics.

L'absence de numéro d'engagement sur la facture entraînera son rejet immédiat.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire adresse sa facture électronique sur le portail mutualisé de l'État

Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer vos factures sur Chorus Pro, vous devrez vous munir des informations suivantes :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera La Caf du Val d'Oise en tant que destinataire de la facture : **381 002 534 00125**
- **Le numéro d'engagement obligatoire** correspondant au numéro de commande, au numéro d'ordre de service ou le mois concerné.

Coordonnées bancaires : Les coordonnées bancaires du titulaire sont explicitement mentionnées dans l'acte d'engagement. En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire, son nouveau RIB devra être transmis accompagné d'un courrier signé par une personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise. Si un RIB différent de celui fourni au moment de l'offre est transmis avec une facture sans ce courrier, il n'en sera pas tenu compte.

6.2 - Délai maximum de paiement

Le délai maximum de paiement est celui fixé à 30 jours calendaires conformément aux dispositions de l'article R 2192-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018. Ce délai court à compter de la date de réception du projet de décompte par le maître de l'ouvrage ou de son représentant.

Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, au bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a droit à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros. Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément aux dispositions des articles R. 2192-27 à R. 2192-30 du Code de la commande publique, si la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, l'acheteur se réserve la possibilité d'interrompre une fois le délai de paiement. Cette interruption fera alors l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précisera les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

6.3 - Avance

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, l'accord-cadre ne comportant pas de minimum en valeur, une avance pourra être accordée pour chaque bon de

commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le titulaire peut soit l'accepter, soit y renoncer.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égale au seuil mentionné ci-dessus.

Le cas échéant le titulaire prend le versement et le remboursement de cette avance en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

6.4 - Cession et nantissement

Les contrats résultant de la présente consultation étant des accords-cadres à bons de commande, il ne peut être délivré d'exemplaire unique ni de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement sur la seule base de ce contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-51 du Code de la commande publique, ces documents pourront en revanche être délivrés pour chaque bon de commande, dans les conditions fixées par ledit code.

6.5 - Sous-Traitance

Il est précisé qu'aucun sous-traitant ne peut commencer à intervenir au sein des sites objets du présent marché, sans que l'acheteur n'ait accepté et agréé ses conditions de paiement.

Tout document émanant du sous-traitant doit être transmis par le Titulaire du contrat avec sa validation. Seul le représentant du Titulaire du contrat a qualité pour présenter les observations, réserves, demandes du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire devra présenter une déclaration de sous-traitance (de type formulaire **DC4**, disponible sur le site : www.economie.gouv.fr) accompagnée des documents suivants :

- **Attestation de régularité fiscale datée de l'année en cours ;**
- **Attestation de régularité sociale de moins de 6 mois ;**
- **Une attestation d'assurance, en adéquation avec les prestations à réaliser ;**
- **Un Kbis de moins de 3 mois.**

- Pour toute opération d'un montant au moins égal à 5 000 euros HT, le sous-traitant transmet également la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail employés par sa société (précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail). Si le sous-traitant n'emploie pas de salariés étrangers, il convient de le préciser par écrit.

En cas de manquement par le titulaire à son obligation de déclaration de ses sous-traitants, il sera débiteur de l'obligation de verser à la Caf une indemnité forfaitaire égale à 10 000 euros par sous-traitant non déclaré ou non accepté, ainsi qu'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur de se conformer à ses obligations contractuelles.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions des articles L2193-5 à 6 du Code de la commande

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution par le sous-traitant de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de la Caf.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

6.6- Cotraitance

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un ou de plusieurs groupements.

Un même opérateur ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous la forme de groupement conjoint.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

7.1 - Emplacement et phasage des travaux

7.1.1 Emplacement des travaux

L'emplacement des travaux sera défini dans chaque bon de commande émis par la Caf du Val d'Oise.

7.1.2 Le phasage des travaux

En règle générale, les travaux ordonnés par un bon de commande seront réalisés en une seule phase. Dans le cas où des travaux seraient à réaliser en plusieurs phases, celles-ci sont explicitées par le représentant de la Caf, et actées dans le bon de commande établi qui précisera alors les délais d'exécution et les dates prévisionnelles de commencement pour chacune des phases.

7.2 – Intervenant à l'accord-cadre

Maîtrise d'ouvrage : La maîtrise d'ouvrage sera exercée par la responsable et la responsable adjointe du service immobilier.

Titulaire de l'accord-cadre : La bonne exécution des prestations à réaliser suppose que le titulaire n'affecte qu'un seul responsable chargé de le représenter auprès de la Caf.

Le nom et les coordonnées professionnelles du représentant du titulaire sont spécifiés dans son offre qualificative remise en vue de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le représentant d'un titulaire ne remplit pas correctement ses fonctions vis-à-vis de la Caf, celle-ci se réserve le droit d'en demander le changement.

A titre exceptionnel (notamment en période de congés), le titulaire pourra solliciter un changement temporaire (voire, si justifié, définitif) du responsable désigné à l'origine. Dans un tel cas, le changement de ce responsable devra être notifié par mail et confirmé par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 15 jours calendaires avant la date de son remplacement. Le remplaçant proposé devra être, au minimum, aussi compétent que celui initialement désigné. Pour permettre à la Caf d'apprécier les compétences du remplaçant proposé, le titulaire de l'accord-cadre concerné devra joindre, à l'appui de sa demande le curriculum-vitae de la personne proposée. La Caf disposera de 15 jours calendaires, comptés à partir de la date de réception du mail (sous réserve qu'il soit accompagné du curriculum-vitae exigé) pour accepter ou récuser, au vu de ses qualifications, le remplaçant proposé. A défaut de désignation d'un remplaçant ou, si celui-ci est récusé, dans le délai qui lui est imparti,

l'accord-cadre concerné peut être résilié de plein droit et sans que le titulaire concerné puisse prétendre à être indemnisé.

ARTICLE 8 - DELAIS D'EXECUTION

Chaque bon de commande précisera la date de démarrage des travaux qu'il ordonne ainsi que leur durée et leur date de fin (calendrier d'exécution des travaux).

Dans le cas particulier de travaux à réaliser en phases, le bon de commande précisera également la date de démarrage, la date de fin ainsi que, le cas échéant, les délais d'approvisionnement pour chaque phase.

Si aucune date de démarrage n'est indiquée dans le bon de commande, les travaux commenceront le lendemain de la notification du bon de commande (entendus en jours ouvrés soit du lundi au vendredi, par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-travaux).

Dans le cas particulier de travaux à réaliser en phases, la disposition précédente s'appliquera à la première phase et le bon de commande devra mentionner la(les) date(s) de début d'exécution de la(les) phase(s) suivante(s).

8.1- Date d'exécution

Date prévisionnelle d'exécution des travaux : Chaque devis proposé par le titulaire indiquera le calendrier ou la date prévisionnel d'exécution des travaux.

Date d'exécution des travaux : Le calendrier contractuel d'exécution des travaux ordonnés par un bon de commande sera indiqué dans ledit bon de commande.

8.2 - Modification du délai d'exécution

Les modifications listées ci-dessous ne sont possibles que si elles sont ordonnées avant la fin du **délai initial** d'exécution :

Prolongation du délai d'exécution liée aux travaux à exécuter : en application de l'art 18.2.1 du CCAG-Travaux la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Prolongation du délai d'exécution liée à des intempéries : Dans le cas d'intempéries réputées imprévisibles, au sens du dernier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, ainsi que dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires art 18.2.3 alinéa 1, un ordre de service de prolongation du délai d'exécution sera notifié au titulaire par mail dans les mêmes conditions que le bon de commande. En cas de prolongation de délai les pénalités fixées à l'article 10 ci-après sont applicables au nouveau délai imparti du fait de la prolongation.

Suspension de l'exécution : Un ordre de service de suspension sera notifié au titulaire par mail dans les mêmes conditions que le bon de commande. La date de redémarrage des travaux pourra être prévue dans cet ordre de service ou faire l'objet d'un ordre de service de reprise des travaux.

Report de l'exécution : Un ordre de service de report sera notifié au titulaire par mail dans les mêmes conditions que le bon de commande. La nouvelle date de démarrage des travaux pourra être prévue dans cet ordre de service ou faire l'objet d'un autre ordre de service.

Annulation de l'exécution : Un ordre de service d'annulation sera notifié au titulaire par mail dans les mêmes conditions que le bon de commande. Un nouveau bon de commande devra ensuite être émis et notifié au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux s'applique à l'achèvement de tous les travaux prévus par le bon de commande qui les a ordonnés, y compris le pliage des installations de chantier et la remise en état et des lieux.

ARTICLE 9 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Des sanctions seront appliquées aux différents titulaires en cas de non-respect des obligations issues du présent document, ainsi que celles figurant dans le CCTP.

9.1 – Mesures d'ordre social

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur.

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses sous-traitants ou cotraitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en France.

En cours d'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande de la Caf, qu'il respecte les dispositions du Droit du travail.

En cas de sous-traitance ou de cotraitance, le titulaire avertit ses sous-traitants ou cotraitants éventuels que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et ledit titulaire du ou des lots reste responsable de ses cotraitants et/ou sous-traitants.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, en fournissant, sur simple demande de la Caf, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées. Cette preuve se fera par tout moyen significatif, devra être dotée d'une force probante et être facilement vérifiable.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur le site du respect des obligations et règles en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par la Caf.

9.2 – Mesures particulières d'hygiène et de sécurité

Le titulaire du ou des lots et son personnel devront respecter strictement toutes les consignes générales et particulières de sécurité propres à l'établissement qui lui seront communiquées par le pouvoir adjudicateur.

En ce sens, le personnel du titulaire devra être obligatoirement muni d'une carte professionnelle, ou tout autre document justifiant de son identité et de son appartenance à la société du titulaire, ou sous-traitante déclarée et acceptée.

Le titulaire dote son personnel d'une tenue de travail adaptée à la nature des travaux. Celle-ci devra être propre et en bon état.

Le manquement aux règles de sécurité pourra entraîner la résiliation du marché.

9.3 – Présence dans les locaux

Le personnel du titulaire devra notamment se présenter au PC de sécurité ou au responsable du site à chaque arrivée sur place afin de se faire remettre un badge donnant accès aux locaux.

Ce personnel devra également faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et personnels de la Caf du Val-d'Oise.

Le titulaire sera averti de tout comportement inopportun de son personnel dans l'exécution dudit marché. Dans une telle situation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux et de demander le remplacement immédiat de l'agent en cause.

ARTICLE 10– CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG-travaux.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-travaux, les essais et contrôles supplémentaire effectués à la demande de la Caf seront supportés par le titulaire si les résultats lui sont défavorables.

ARTICLE 11 – AUGMENTATION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 12 - ACHEVEMENT DU CHANTIER

12.1 – Réception des travaux

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve les travaux exécutés dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

La réception sera formalisée par un simple constat des travaux exécutés, selon un modèle qui sera transmis au titulaire de l'accord-cadre.

12.2 – Vérification

Le maître d'ouvrage s'assurera que les prestations dues par le titulaire ont bien été effectuées, et ce, avant tout règlement de la moindre facture.

Le maître d'ouvrage disposera d'un délai de quinze jours pour procéder aux opérations de vérification.

Au terme de ces vérifications, si elles sont positives, l'admission sera prononcée.

En revanche, si le maître d'ouvrage juge que la vérification n'est pas conforme, celle-ci fera l'objet d'un refus d'admission, et devra être à nouveau exécutée aux frais du titulaire.

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, par décision motivée, il en informe le maître d'ouvrage afin que celui-ci prononce la réception avec réfaction de prix fixée à l'article 13 ci-dessous. La décision est notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 7 jours ouvrés suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

En revanche, si le titulaire formule des observations dans ce délai, le maître d'œuvre dispose ensuite de 5 jours ouvrés pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

12.3 – Rejet des prestations

Lorsque le maître d'ouvrage estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce leur rejet partiel ou total.

Le titulaire est alors tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans le délai qui lui sera dûment notifié dans la décision de rejet.

ARTICLE -13 REFACTION

En cas de mauvaise exécution ou exécution partielle de la prestation attendue, le pouvoir adjudicateur pourra demander au prestataire de recommencer sa prestation pour corriger les manquements relevés.

En cas de réfaction, le titulaire pourra se voir appliquer une réfaction forfaitaire à hauteur de **15%**.

Cette réfaction se fera sur la facture concernée par la prestation ne satisfaisant pas entièrement aux prescriptions du marché.

ARTICLE – 14 LES GARANTIES

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font courir le délai de garantie qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux.

Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage. Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux, sont d'une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des travaux (article 44.1 du CCAG Travaux),
- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert,
- 10 ans pour la garantie de solidité des ouvrages (articles 1792 et 2270 du code civil).

ARTICLE 15 – CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

La Caf du Val d'Oise étant engagée dans une politique d'insertion des personnes par le travail demande aux soumissionnaires de présenter leurs actions en faveur de l'emploi des personnes handicapées et/ou des personnes en recherche.

Le pouvoir adjudicateur attentif au développement durable et aux économies de ressources périssables, souhaite que le candidat décrive synthétiquement dans son offre sa démarche environnementale qu'il met en œuvre dans la conduite de son entreprise (Utilisation de véhicules moins polluants, éco conduite, tri sélectif, dématérialisation, etc.).

ARTICLE 16 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

16.1 – Obligations du pouvoir adjudicateur

La Caf du Val d'Oise s'engage à :

- ❖ Fournir le nom et les coordonnées du service gestionnaire du marché, ainsi que des différents intervenants lors de la notification du marché ;
- ❖ Remettre, dans les plus brefs délais, tous les documents et informations dont aurait besoin le titulaire, lui permettant d'instruire le dossier dans les meilleures conditions ;
- ❖ Souscrire une assurance tous risques chantier.

16.2 – Obligations générales du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- ❖ Exécuter ses prestations en application du marché public dans les délais ;
- ❖ Mettre à disposition un personnel qualifié et compétent pour effectuer les prestations demandées ;
- ❖ Respecter les consignes de sécurité sur le chantier ;
- ❖ Respecter les normes françaises relatives à l'objet du marché ;
- ❖ Conseiller le pouvoir adjudicateur ;
- ❖ Informer la Caf du Val d'Oise en cas d'évolution de la législation et des pratiques relatives à l'exécution du présent marché ;
- ❖ Déclarer la sous-traitance au minimum 15 jours avant la réalisation de la prestation par le sous-traitant ;
- ❖ Lorsque des observations lui sont faites sur l'exécution de sa prestation, le titulaire est tenu de remédier à ces remarques dans les plus brefs délais ;
- ❖ Respecter les obligations de confidentialité et de résultat ;
- ❖ Désigner un interlocuteur unique pour l'exécution du marché ;
- ❖ Coopérer avec les différentes parties prenantes liées au présent marché.

16.3 – Obligations relatives à l'équipe dédiée à l'exécution du marché

La réalisation des prestations attendues et leur qualité dépendent des intervenants. En ce sens, la Caf du Val d'Oise accorde une importance particulière à la composition de l'équipe dédiée au marché.

En cas de modification des membres de l'équipe, le titulaire devra informer la Caf du Val d'Oise quinze (15) jours avant le remplacement effectif en précisant l'attribution et le rôle du nouvel intervenant et en joignant son CV détaillé avec diplôme.

Le pouvoir adjudicateur pourra refuser un ou plusieurs intervenants. Dans ce cas, la Caf aura alors 7 jours, à compter de la réception de la proposition de modification de l'équipe dédiée, pour refuser l'intervenant proposé. Le silence gardé par la Caf pendant 7 jours, à compter de la réception de la proposition de modification de l'équipe, vaudra acceptation.

Il appartiendra au titulaire d'informer et de communiquer au nouvel intervenant l'ensemble des informations nécessaires à la réalisation de la mission objet du marché. Si le changement d'intervenant entraîne des retards dans la réalisation des prestations, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités (article 17 CCAP).

16.4 – Obligation de confidentialité et protection des données

Les parties sont tenues à l'obligation de confidentialité pour toutes les informations dont elles auraient pu disposer durant l'exécution du présent marché.

Elles s'engagent à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucune données personnelles au sens du RGPD, fait, information, étude, décision, document, ou autre dont elles auraient reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché".

En cas de violation des obligations susmentionnées, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire comme il est prévu à l'article 19 du présent CCAP.

La responsabilité du titulaire peut également être engagée sur le fondement du Chapitre VI du Code Pénal.

16.5 – Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à exécuter les obligations, découlant du présent marché avec tout le soin en usage dans sa profession, conformément aux normes du moment pour parvenir aux objectifs fixés par le pouvoir adjudicateur.

Il est soumis de ce fait à une obligation générale de résultat. En ce sens les prestations devront être conformes aux stipulations contenues dans le présent MAPA n° 191/95/2025.

A défaut d'atteindre la qualité attendue, la Caf du Val d'Oise, après mise en demeure, pourra résilier le marché (Cf. article 19 CCAP) et le prestataire pourra ne plus être sollicité lors de consultations ultérieures pour des prestations similaires.

16.6- Assurances

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- ❖ Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- ❖ Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-1 et 2270 du Code civil en cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de(s) police(s) et le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle, ainsi que du paiement des primes correspondantes.

16.7- Modifications statutaires

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- ❖ A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- ❖ A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la domiciliation bancaire de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ Au capital social de l'entreprise ou de la société ;

- ❖ Et, généralement, toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise.

16.8 Documents à fournir au stade d'exécution du marché

Le cocontractant s'engage à fournir tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5, D 8222-7 et D8254-2 du code du travail les documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Caf, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

Conformément à l'article D. 8222-8 du Code du travail, ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 17 – PENALITES

Toutes les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux et sauf disposition contraire mentionnée dans le présent CCAP, toutes les pénalités journalières décrites ci-après s'entendent **par jour ouvré de retard** (soit du lundi au vendredi).

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent CCAP, toutes les pénalités décrites ci-après sont applicables **sans mise en demeure préalable**.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risque du titulaire.

Manquements	Articles visés	Conditions de mise en œuvre	Pénalités (en euros HT)
PV et états des lieux	3.3 CCTP		500 € HT /Par manquement
Non-respect du délai d'intervention d'urgence de 4 heures à compter de la demande de la Caf	5.3 CCAP 4.3 du CCTP		50 € HT / heure de retard au-delà des 4 heures d'attente
Incohérence entre le devis et la réalité d'exécution	5.2 CCAP	à compter du constat du manquement par l'Organisme	250 € HT par constat de manquement
Non-respect du délai de transmission du devis ou un complément	4.1 du CCTP 5.1.1/5.1.2	5 jours après réception de la demande de la Caf	50 € HT /jour ouvré de retard
La non-communication de modification de l'équipe	16.3 du CCAP	à compter du constat du manquement par l'Organisme	50 € HT /jour ouvré de retard

dédiée			
--------	--	--	--

Il pourra exceptionnellement être fait appel au titulaire d'un autre secteur si un titulaire apparaît comme défaillant, que ce soit au stade de la demande de devis comme au stade de l'exécution des travaux : Le titulaire défaillant se verra alors appliquer une pénalité forfaitaire de **1 000 euros HT**.

Si le titulaire informe le maître d'ouvrage de son désistement momentané pour cause de surcharge de travail dans les 3 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de devis il se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **1 000 euros HT**.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCG-Travaux le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 €.

ARTICLE 18 – REDRESSEMENT – LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la Caf par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire : La personne publique adresse à l'administrateur, ou lorsqu'il n'en a pas été désigné au titulaire, une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite de l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation est prononcée. La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire : la résiliation de l'accord-cadre est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. La personne publique adresse alors au liquidateur, ou lorsqu'il n'en a pas été désigné au titulaire, une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation est prononcée. La résiliation prend effet à la date de la décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 19 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus à l'article 50 du CCAG-Travaux et dans le respect des dispositions des articles 51 à 53 de ce même CCAG, et dans les situations de défaillance ou de désistement prévues à l'article 17 ci-avant venaient à se reproduire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin pour faute au contrat du titulaire.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2142-1 à R2142-27, R2143-6 à R2143-12 du Code de la commande publique et/ou le refus de produire les pièces prévues aux articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique tous les six mois au stade de l'exécution du marché, peut entraîner, par décision du maître d'ouvrage, la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

ARTICLE 20 – REGLEMENTS DES LITIGES

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, les acheteurs et les titulaires peuvent :

➤ Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique, en recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs aux marchés. Les comités consultatifs de règlement amiable des différends, qui peuvent être national ou locaux, ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable aux différends relatifs à l'exécution des marchés. Conformément à l'article R2197-16, la saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux pour les marchés qui sont des contrats administratifs jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

➤ Conformément à l'article R2197-23, en cas de différend concernant l'exécution des marchés, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend. Conformément à l'article R2197-24 La saisine du médiateur des entreprises interrompt les délais de recours contentieux pour les marchés qui sont des contrats administratifs.

Si les éventuelles tentatives de règlement amiable du litige n'aboutissent pas, les différends seront soumis au Tribunal judiciaire Cergy-Pontoise - 3, rue Victor Hugo - BP 50220 - 95302 CERGY-PONTOISE CEDEX.

ANNEXE 1 : DÉSIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR UNIQUE

La Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise souhaite avoir un seul interlocuteur pour faciliter l'exécution du présent marché.

1 – Nom et qualité de la personne désignée :

.....
.....
.....

Coordonnées de la personne désignée :

Téléphone :

Mobile :

Mail :

2 – Nom et qualité du suppléant en cas d'absence :

.....
.....
.....

Coordonnées du suppléant :

Téléphone :

Mobile :

Mail :